

Photo 1 sur 2



Mine d'uranium à Arlit, au Niger



Plus d'articles

[Areva en terrain miné](#)
L'Express - 12 oct 2007

[Areva en terrain miné](#)
Temoust - 12 oct 2007

[Tous les articles »](#)

La course à l'uranium menace les Touareg, selon un Français détenu au Niger

Il y a 4 jours

PARIS (AFP) — Un réalisateur français, François Bergeron, qui a été détenu 45 jours au secret au Niger pour "complicité" avec les rebelles touareg, raconte comment la course à l'uranium dans ce pays menace les nomades du désert et appelle à soutenir les journalistes nigériens emprisonnés.

M. Bergeron a été expulsé du Niger le 5 octobre, après une détention sans jugement, qu'il a voulu garder secrète pour préserver ses chances d'être libéré plus vite. De retour à Paris, il témoigne.

"En 2005, j'avais fait un film sur la condition des Touareg au Nord Niger, de l'indépendance à aujourd'hui. Certains sont aujourd'hui membres du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ, rébellion armée), j'ai voulu faire une suite et les rencontrer", explique-t-il à l'AFP. "Je ne suis pas un propagandiste".

Pour lui, la résurgence d'une guérilla touareg et l'exploitation des richesses de l'uranium, dans le nord du pays, sont liées.

"Il y a une course pour exploiter l'uranium", raconte M. Bergeron. Le Niger, pays parmi les plus pauvres au monde, est le 3e producteur mondial de ce minerai convoité.

"Les Chinois, les Français, les Etats-Unis, les grande majors, tout le monde est désormais là", assure-t-il. La délivrance de permis d'exploration bat son plein.

"Or les Touareg habitent là, il y a des camps, des puits, des zones de pâturages dans ces zones", une région qui risque d'être dévastée, selon lui.

Le MNJ revendique notamment une meilleure répartition des richesses et un développement de cette région.

A la mi-août, le réalisateur se rend à Arlit pour tenter de rejoindre le MNJ dans les montagnes. "La ville était ceinturée par les militaires", se souvient-il.

Il est arrêté à la sortie d'Arilit. Son passeport et sa caméra sont confisqués. Il est détenu quatre jours dans une petite baraque en fer: "Le commandant me protégeait des hommes de troupes, très excités".

Le sentiment anti-français est vif. La société française Areva, premier groupe mondial de nucléaire civil, a été accusée de financer la rébellion par les autorités. Début août, le Niger a retiré le "monopole" que détenait depuis 40 ans Areva sur la prospection et l'exploitation de l'uranium.

M. Bergeron est transféré à Agadez. Durant le voyage, il est placé dans une cellule de police. "Trois centimètres d'urine et d'excréments par terre, des prisonniers de droit commun nus, ligotés aux poignets et au cheville", raconte-t-il.

Il est ensuite transféré à la gendarmerie. Il passera le reste de sa détention au secret, seul, dans un bureau transformé en cellule. "J'ai été bien traité", dit-il.

M. Bergeron est accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat et de complicité avec les rebelles, comme Moussa Kaka, qu'il a croisé rapidement durant sa détention. Ce journaliste, correspondant de RFI, est incarcéré depuis le 26 septembre. Un autre journaliste, Ibrahim Manzo Diallo, vient d'être arrêté.

"Il faut absolument que les médias internationaux soutiennent ces journalistes", martèle M. Bergeron.

Pour lui, Niamey ne veut pas que des journalistes enquêtent sur le MNJ et expliquent que ce ne sont pas des brigands et des trafiquants de drogue -comme les accusent les autorités- mais des membres d'un "mouvement de rébellion aux revendications politiques".

